

RAPPORT MENSUEL

Octobre 2023



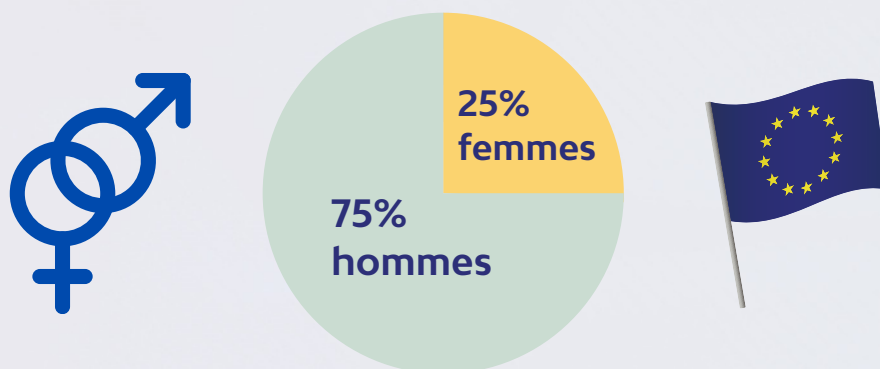
EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office

Indice d'égalité des genres 2023

Pourcentage de femmes parmi les décisionnaires au sein des organisations nationales de sport olympique en 2022, en moyenne et dans l'UE



Source: [Gender Equality Index 2023: Towards a green transition in transport and energy](#)



À cet égard, le **PROJET GAMES** vise à changer le statu quo et à créer des moyens permettant aux femmes d'accéder à des postes de direction et de décision dans le domaine du sport dans l'ensemble de l'UE.



EOC EU Office
@EOCEUOffice · [Follow](#)



The EOC EU Office was thrilled to join the Expert Group on [#GreenSport](#) meeting! Congratulations to our partner [@CEVolleyball](#) for presenting the exciting Green Sports Hub project [@GreenSportsEuro](#) 🏐🌍

Stay tuned for the Expert Group's forthcoming recommendations [@EuSport](#) 📢

12:39 PM · Oct 17, 2023



EOC EU Office
@EOCEUOffice · [Follow](#)



This weekend, the EOC EU Office's team attended the 52nd [@The_EOC](#)'s General Assembly in Istanbul for two days! The office's ongoing projects [#OCEANPROJECT](#) 🌊 and [#GAMESPROJECT](#) ♀ were showcased to the European sports movement 🏆

[@TOC_Olympic](#) [@iocmedia](#) [@EuSport](#)
[@EUErasmusPlus](#)



1:45 PM · Oct 9, 2023

- Editorial

4



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- L'Union européenne accélère le rythme pour conclure les discussions relatives aux législations Énergie et Environnement

5

- Le groupe d'experts « Sport Vert » se rapproche de la ligne d'arrivée

6

- La Commission européenne présente son programme de travail pour 2024

6

- Semaine européenne de l'égalité des genres 2023 : Promouvoir l'inclusion dans le sport

7

- Des membres du Parlement européen s'opposent à la participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux Olympiques de 2024

9

- La Commission européenne et l'EUIPO organisent une conférence sur leurs recommandations en matière de lutte contre le piratage en ligne des événements sportifs et autres événements en direct

9

- Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE participe à la 52ème Assemblée générale des Comités Olympiques Européens à Istanbul

10

- Projet OCEAN : le Module 2 se termine

12

- Évènements à venir

14



EDITORIAL

Chers lecteurs,

Le récent attentat à Bruxelles, qui a tragiquement coûté la vie à deux supporters de football suédois, montrant une fois de plus le hasard avec lequel les victimes sont choisies et qu'il n'y a pas de sécurité absolue pour qui que ce soit, ni où que ce soit. Compte tenu de la situation, les mesures de sécurité lors des grands événements sportifs devront être régulièrement vérifiées et adaptées si nécessaire. Il en va de même pour les Jeux Olympiques de Paris, dont le concept d'« ouvrir grand les Jeux » vise à rendre possible l'implication d'une grande partie de la population dans les Jeux.

L'Union européenne se trouve également dans une situation très critique. Outre les défis de politique étrangère, les questions relatives aux politiques financières jouent également un rôle de plus en plus important. Le soutien à l'Ukraine devient un sujet de discorde, et ce tant les chefs de gouvernements que les individus agissant au sommet des institutions européennes, Ursula von der Leyen et Michel, ne prendront pas de décisions sur une base consensuelle. Les discussions à propos d'un futur élargissement de l'UE seront également décisives quant aux décisions relatives au prochain cadre financier de l'UE, après 2027, et remettront en question les paiements de transfert traditionnels dans les domaines de politique agricole et structurelle. La manière dont des programmes tels qu'Erasmus+ seront impactés par les nouvelles réalités financières deviendra évidente lors des prochaines négociations. Compte tenu de la forte augmentation de la demande pour le programme Erasmus+ Sport et des nombreux projets sociopolitiques qui ont été mis en œuvre jusqu'à présent, la poursuite du programme serait plus que justifiée.

Avec l'annonce de sa décision dans le litige entre l'UEFA et la Super League européenne le 21 décembre 2023, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) va mettre un grand nombre d'associations sportives et de juristes dans la tourmente avant Noël. Ces derniers mois, des spéculations étaient déjà apparues quant à savoir si la longue période de consultation pourrait être le signe de vues divergentes au sein de la Cour. Étant donné que la Grande Chambre traitera également des affaires en cours de l'Union internationale de patinage et du Royal Antwerp contre l'UEFA, il est possible que la Grande Chambre de la Cour de justice de l'Union européenne prenne une décision ayant un impact fondamental sur les compétences des fédérations sportives.

À titre plus personnel, Francesca Carnio rejoindra l'équipe du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE le 15 novembre. Sa responsabilité principale sera de soutenir Carlotta Giussani en matière de financement de l'UE. Francesca apporte avec elle son expérience professionnelle acquise auprès de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe. Nous souhaitons à Francesca beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions et nous nous réjouissons de son futur soutien.

L'équipe du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE souhaite à tous ses partenaires et lecteurs une bonne lecture du rapport mensuel !

Je vous prie d'agréer, l'expression de mes salutations distinguées.



Folker Hellmund

Directeur du bureau de représentation des COE auprès de l'UE



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

L'Union européenne accélère le rythme pour conclure les discussions relatives aux législations Énergie et Environnement

En cette dernière année avant les élections au Parlement européen en juin 2024 et le renouvellement du collège des commissaires à l'automne 2024, les institutions de l'UE tentent de boucler le plus grand nombre de dossiers législatifs du Pacte vert pour l'Europe. En plus de l'urgence liée à l'échéance de temps, d'importants désaccords entre les différents groupes politiques sur les textes liés à l'énergie et l'environnement créent de nouvelles tensions qui perturbent les discussions sur ces dossiers. Cet article fait le point sur certains des développements les plus pertinents.

Nouveau commissaire en charge de l'action pour le climat

Ce mois-ci, l'ancien ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre Wopke Hoekstra a été officiellement nommé commissaire chargé de l'Action climatique, à la suite de la démission de son compatriote Frans Timmermans qui a réintégré la politique nationale. La nomination de M. Hoekstra à la tête de l'arsenal législatif de l'Union européenne en matière de climat a suscité la controverse, compte tenu de son passé de directeur commercial de la société de combustibles fossiles Shell. Il restera en poste jusqu'à la fin du mandat de la Commission, le 31 octobre prochain.

Énergies renouvelables

L'un des piliers du paquet « [Ajustement à l'objectif 55](#) », la révision de la directive sur les [énergies renouvelables](#), a été officiellement adoptée le 9 octobre. Le RED II comprend des dispositions pour l'ensemble de la société, auxquelles les organisations sportives ne sont pas exemptées. En vertu de la prochaine directive, toutes les organisations seront encouragées à utiliser des énergies renouvelables pour leurs installations, grâce à des processus d'autorisation plus rapides pour les projets éoliens et solaires.

Cela s'inscrira dans le cadre d'un objectif contraignant de l'UE visant à faire passer la part d'énergies renouvelables de 32 % à 42,5 % en 2030.

Microplastiques

À la suite de l'adoption de l'interdiction de la vente de granulés de remplissage à base de microplastiques pour les terrains de sport au mois de septembre (voir l'édition précédente du rapport mensuel), dans le cadre d'un ensemble de mesures ciblant les microplastiques ajoutés intentionnellement, la Commission européenne entend désormais cibler la pollution due au [rejet non intentionnel de granulés plastiques](#). Dans une proposition visant à réduire les pertes de granulés de 74 % d'ici 2030, la Commission européenne expose aux exploitants les meilleures pratiques pour réduire les rejets de particules de microplastiques dans l'environnement et dans notre corps. Malgré le fait que le sport n'en soit pas la cible principale, contrairement à l'interdiction des terrains en gazon synthétique, cette proposition constitue un pas de plus vers la réduction de la pollution de l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités physiques.

Déclaration européenne sur le cyclisme

La Commission européenne a présenté une [déclaration européenne non législative sur le cyclisme](#) au début du mois d'octobre. Dans une dynamique de dynamisation des modes de mobilité durables, la Commission européenne entend donner une impulsion politique au développement du cyclisme. Parmi les mesures proposées, citons le soutien financier supplémentaire pour le développement d'infrastructures sûres et accessibles aux cyclistes, en particulier du Fonds de cohésion, du Fonds social pour le climat et du Fonds européen de développement régional, ainsi que le déploiement de bornes de recharge prévues pour les vélos électriques.

Le groupe d'experts « Sport Vert » se rapproche de la ligne d'arrivée

Une nouvelle réunion du groupe d'experts de la Commission européenne sur le sport vert s'est tenue le 17 octobre, réunissant des représentants de la Commission européenne, des États membres de l'UE et des organisations sportives. L'objectif général de la réunion était la diffusion imminente des recommandations du groupe d'experts, qui seront bientôt publiées.

Ces recommandations représentent l'aboutissement de deux années de travail continu au sein de plusieurs sous-groupes envisageant des infrastructures sportives et événements sportifs verts mais aussi une sensibilisation à l'importance de la durabilité environnementale par le sport. Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, aux côtés du CIO, a contribué activement à chaque étape de l'initiative et a mis en avant les bonnes pratiques de ses CNO et fédérations partenaires. Une fois que les recommandations auront été approuvées pour la publication par la nouvelle directrice générale, Pia Ahrenkilde, et la nouvelle commissaire chargée du Sport, Iliana Ivanova, le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE en informera dûment ses partenaires.

Dans l'attente de la publication des recommandations, la réunion a également été l'occasion de présenter des études de cas, notamment la stratégie d'économie circulaire de Decathlon et le projet Erasmus+ [Green Sports Hub](#). Vuk Karanovic (responsable du développement de la Confédération européenne de volleyball - CEV) a présenté le projet en tant que membre du Comité directeur. Le projet se terminera en décembre 2023 avec la création d'une analyse de la situation actuelle concernant les initiatives vertes et les obstacles existants, d'un outil d'auto-évaluation pour le sport vert, du manuel du sport vert et de recommandations à l'intention des politiques et instances décisionnelles.

Le thème du sport vert ne disparaîtra pas de l'agenda européen avec la publication des recommandations du groupe d'experts. Le secteur du sport est touché par le changement climatique et joue un rôle dans la contribution au pacte vert de l'UE. Par conséquent, la durabilité environnementale devrait figurer à nouveau dans le prochain plan de travail de l'UE pour le sport, y compris par le biais d'un nouveau forum de discussion potentiel pour continuer à échanger les bonnes pratiques.

La Commission européenne présente son programme de travail pour 2024

Comme chaque année au mois d'octobre, la Commission européenne a annoncé ses intentions pour l'année à venir dans son programme de travail annuel. L'édition de cette année est marquée par le renouvellement attendu de l'ensemble du collège des commissaires dans un an et est également l'occasion de faire le point sur les grandes priorités annoncées au début du quinquennat en 2019. Bien qu'aucune initiative ne soit prévue concernant le sport spécifiquement, plusieurs des échanges prévus auront un impact sur le secteur du sport, notamment dans le domaine de l'environnement et de la responsabilité sociale.



Source: Commission européenne

Dans son [programme de travail pour 2024](#), la Commission européenne prévoit le lancement de [18 initiatives politiques](#) sous les six thèmes de ce mandat : un pacte vert pour l'Europe, une Europe adaptée à l'ère numérique, une économie au service des personnes, une Europe plus forte sur

la scène internationale, la promotion du mode de vie européen, un nouvel élan pour la démocratie européenne. Parmi les 18 initiatives figurent notamment un « objectif climatique à l'horizon 2040 » et une initiative pour la résilience dans le domaine de l'eau, une recommandation de la Commission relative aux systèmes intégrés de protection de l'enfance ou encore un « diplôme européen commun ».

En plus de ces nouvelles initiatives, ce ne sont pas moins de 154 propositions qui sont encore en cours de discussion et qui devraient être ratifiées l'année prochaine. Les législations relatives à l'environnement et l'énergie sont nombreuses sur cette liste, avec notamment des mesures sur l'utilisation de produits phytosanitaires, la restauration de la nature et l'ajout involontaire de microplastiques, mais aussi sur la qualité de l'air et le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises, entre autres.

La protection des mineurs devrait également être à l'ordre du jour avec l'adoption d'un règlement visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants.

En rétrospective des procédures complétées à ce jour, la Commission européenne estime que 90 % des engagements pris en 2019 ont été tenus. Cependant, le déroulement des nombreuses mesures prévues pour l'année à venir, y compris des dossiers très controversés, sera certainement affecté par les élections du Parlement européen en juin 2024.

PLUS D'INFORMATIONS

[Fiche récapitulative du programme de travail de la Commission pour 2024](#)

[Programme de travail de la Commission pour 2024](#)

[Annexes au programme de travail pour 2024](#)

Semaine européenne de l'égalité des genres 2023 : Promouvoir l'inclusion dans le sport

Au cours de la dernière semaine d'octobre, le Parlement européen a organisé l'édition 2023 de la Semaine européenne de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans le but de mettre en lumière les efforts en cours pour positionner les femmes au cœur de la législation. L'ensemble des commissions et délégations parlementaires, ainsi que de nombreux partenaires clés du Parlement, ont été invités à organiser des événements abordant les questions d'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs domaines d'expertise respectifs.

• Intégration de la dimension du genre dans le budget de l'UE

Dans le prolongement de l'accord interinstitutionnel de 2020, qui exige de la Commission qu'elle crée une méthode d'évaluation des dépenses liées aux questions de genre dans le cadre de flux budgétaires spécifique, l'objectif de la [réunion](#) était de s'assurer du bon développement et mise en œuvre de la méthodologie établie.

Des membres de l'OCDE et d'ONU Femmes y ont participé, en plus de la Commission européenne et des députés européens des comités FEMM, CONT et BUDG. Étant donné que 73 % du budget consacré à l'intégration de la dimension de genre reste inconnu, la collecte de données pour la budgétisation sensible au genre doit être améliorée afin d'inclure des indicateurs d'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les programmes de l'UE. Plusieurs eurodéputés (Katalin Cseh, Renew et Isabel Garcia Munoz, S&D) ainsi que la rapporteure (Irène Tolleret, Renew) ont demandé un débat en plénière sur l'intégration de la dimension de genre dans le budget de l'UE.

• Publication de l'Indice d'égalité des genres de l'EIGE 2023

Le 24 octobre, la commission FEMM du Parlement européen a invité l'Institut européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes (EIGE) à présenter les résultats de l'[indice d'égalité entre les femmes et les hommes 2023 pour l'UE](#).

L'indice de l'égalité entre les femmes et les hommes de cette année dresse le bilan du développement de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de l'UE et examine les liens entre l'égalité hommes-femmes et le pacte vert pour l'Europe, plus particulièrement dans le but de mettre en place une transition durable plus inclusive. Le sport est mentionné deux fois dans le [rapport](#) : dans le sous-domaine des activités sociales, où l'indice d'égalité de genre reste presque le même qu'en 2015, et dans le sous-domaine du pouvoir social, qui comprend des données sur la « prise de décision » dans les organisations nationales de sport olympique les plus populaires, parmi d'autres. Les progrès dans ce domaine sont ralentis par la représentation particulièrement inégale des femmes et des hommes dans le sport : en 2022, en moyenne dans l'UE, seuls 25 % des membres des plus hautes instances décisionnelles des organisations nationales de sport olympique étaient des femmes. Malgré certains indicateurs positifs, les inégalités hommes-femmes dans le sport persistent, et davantage d'efforts doivent être faits pour garantir que les femmes aient un accès égal aux opportunités que les hommes, tant sur le terrain qu'en dehors.

- **Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique**

Partant du constat que 33 % des femmes ont subi des violences physiques et/ou sexuelles et que 55 % des femmes ont été harcelées sexuellement, la [directive](#) vise à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes ainsi que la violence domestique afin de garantir un niveau élevé de sécurité et la pleine jouissance des droits fondamentaux au sein de l'Union, y compris des droits à l'égalité de traitement et à la non-discrimination entre les femmes et les hommes sur tous les aspects de la vie sociale.

- **Écart de rémunération entre les hommes et les femmes**

Le 24 octobre, la Commission FEMM a tenu un débat sur « la transparence des rémunérations, la rémunération des hommes et des femmes et l'écart de pension entre les hommes et les femmes ».

À la lumière de la Journée européenne de l'égalité salariale du 15 novembre et de la mise en œuvre de la [directive sur l'égalité des rémunérations](#), des mesures concrètes visant à réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes doivent être créées. Depuis décembre 2022, les entreprises de l'UE sont tenues de divulguer des informations qui facilitent la comparaison des salaires des personnes travaillant pour le même employeur.

- **Les COE et sa Commission GEDI soutiennent la Semaine de l'égalité des genres**

Tout au long de la semaine, plusieurs organisations ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'égalité femmes-hommes. Entre autres, les Comités Olympiques Européens (COE) plaident en faveur de la représentation égale au sein des CNO membres et ont eux-mêmes atteint la parité au sein de leur comité exécutif. En outre, alors qu'elle discutait du travail du Mouvement olympique en faveur de l'égalité des genres, Annamarie Phelps, présidente de la commission de l'égalité des genres, de la diversité et de l'inclusion (GEDI) des COE, a présenté sur [Twitter](#) le projet GAMES – financé par Erasmus+ et coordonné par le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE – comme un « exemple de programmes d'égalité hommes-femmes visant à aborder les déséquilibres par le biais d'approches structurelles, culturelles et de parcours et à transformer le système et non les femmes ». Mme Phelps reconnaît les grands progrès réalisés par les organisations sportives européennes au cours des dernières années, tout en rappelant qu'il est possible de parvenir à une plus grande coopération afin de parvenir à l'égalité des genres dans les CNO à travers l'Europe.

PLUS D'INFORMATIONS

[Réunion conjointe sur l'intégration de la dimension de genre dans le budget de l'UE](#)

[Index de l'égalité femmes-hommes 2023](#)

[COE à l'occasion de la Semaine de l'égalité entre les femmes et les hommes](#)



Co-funded by
the European Union

Des membres du Parlement européen s'opposent à la participation d'athlètes russes et biélorusses aux Jeux Olympiques de 2024

Depuis la fin de la pause estivale, un groupe persistant de députés européens a maintenu ses critiques concernant la participation potentielle des athlètes russes et biélorusses aux prochains Jeux Olympiques de 2024. Même si le scénario envisagé actuellement ne concernerait que les athlètes dits "neutres", ce groupe, dirigé par l'eurodéputée Michaela Šojdrová du Parti populaire européen (PPE), a activement mis en œuvre diverses initiatives demandant à renforcer les règles d'admissibilité pour ces athlètes. Leur objectif est de s'assurer que la participation des athlètes aux Jeux Olympiques nécessite une déclaration solennelle exprimant une désapprobation sans équivoque de l'agression russe envers l'Ukraine.

L'une des initiatives entreprises par ce groupe peut notamment être illustrée par une action photo lors d'une session plénière du Parlement européen. Cependant, cette action n'a rassemblé qu'une vingtaine d'eurodéputés et n'a pas réellement attiré l'attention des principales plateformes de médias (sociaux) ou du grand public.



De même, une pétition lancée par le groupe a également peiné à obtenir une reconnaissance significative et est restée relativement inaperçue, bien qu'un nombre important de signatures ait été collecté.

Depuis la 141^{ème} Session du CIO, au cours de laquelle le Comité olympique russe a été suspendu, aucune autre déclaration n'a été faite par les eurodéputés.

Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE continuera de suivre l'évolution de la situation au niveau de l'Union européenne et d'en informer dûment ses partenaires.

La Commission européenne et l'EUIPO organisent une conférence sur leurs recommandations en matière de lutte contre le piratage en ligne des événements sportifs et autres événements en direct

Le 10 octobre, une conférence de haut niveau intitulée « Intensifier la lutte contre le piratage en ligne du sport et autres événements en direct » s'est tenue au siège de l'EUIPO (Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle) à Alicante, en Espagne.

La conférence avait pour objectif de présenter et d'échanger les différents points de vue sur les [recommandations de la Commission européenne](#) publiées en mai pour lutter contre le piratage en ligne des événements sportifs et autres événements en direct.

La Commission recommande les mesures suivantes dans la lutte contre le piratage en ligne :

- Traitement rapide des avis liés à des événements en direct : la Commission souligne l'importance d'une action prise de la part des fournisseurs de services d'hébergement afin de minimiser les dommages causés par le streaming illégal.

- Injonctions dynamiques : sur la base des mesures correctives prévues par la [directive relative au respect des droits de la propriété intellectuelle](#) en s'appuyant sur l'expérience de certains États membres, la recommandation encourage le recours aux injonctions de blocage.
- Offres commerciales et sensibilisation : la Commission recommande aux organisateurs et aux diffuseurs d'événements sportifs et en direct d'accroître la disponibilité, l'accessibilité et l'attractivité de leurs offres commerciales pour les utilisateurs finaux dans l'ensemble de l'Union.

Les recommandations de la Commission ne sont pas juridiquement contraignantes. L'efficacité des recommandations doit être analysée à l'aide d'un système de suivi comportant des [indicateurs clés de performance \(KPI\)](#), définis par l'EUIPO :

- KPI 1 : Volume de retransmission non autorisée d'événements sportifs et d'autres événements en direct dans les États membres
- KPI 2 : Traitement rapide des avis liés à la retransmission non autorisée d'événements sportifs en direct et d'autres événements en direct
- KPI 3 : Utilisation d'injonctions dynamiques pour les événements en direct
- KPI 4 : Disponibilité, accessibilité, attractivité et sensibilisation à l'offre légale

Lors de la conférence, des représentants de la Commission européenne, de l'EUIPO, des fédérations sportives (dont le CIO et l'UEFA), des diffuseurs et des fournisseurs de services de streaming se sont positionné quant à la voie à suivre, en particulier par rapport à la fourniture des données.

La Commission européenne évaluera l'impact de ces recommandations d'ici au 17 novembre 2025. Sur cette base, la Commission décidera si d'autres mesures au niveau de l'UE, par exemple des dispositions juridiquement contraignantes, sont nécessaires. La collecte des données devrait commencer en avril 2024. Les premiers résultats intermédiaires devraient être disponibles à l'automne 2024.

Dans un [communiqué](#), la Coalition des détenteurs de droits sportifs (SROC) s'est félicitée de la publication des recommandations, mais a appelé la Commission à prendre des mesures plus fortes et plus rapides dans la lutte contre le piratage en ligne afin d'obtenir des résultats concrets.

PLUS D'INFORMATIONS

[La Commission recommande des mesures pour lutter contre le piratage en ligne des événements sportifs et d'autres événements en direct](#)

[L'EUIPO et la Commission européenne intensifient leur lutte contre le piratage d'événements en direct](#)

Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE participe à la 52ème Assemblée générale des Comités Olympiques Européens à Istanbul

Les 6 et 7 octobre, les Comités Nationaux Olympiques (CNO) d'Europe se sont réunis à Istanbul, en Turquie, pour la 52ème Assemblée générale des Comités Olympiques Européens (COE), faisant le point sur les progrès accomplis sur les grands événements sportifs (Jeux européens, FOJE, Jeux Olympiques), les activités des commissions des COE et les changements institutionnels au sein de la gouvernance de l'organisation continentale.

Point culminant de ces deux jours, l'Assemblée générale a approuvé les modifications apportées aux statuts des COE, notamment une limite de trois mandats consécutifs pour tous les membres du Comité exécutif, des lignes directrices pour un Bureau plus efficace ainsi que le recrutement d'un directeur général.

Des rapports d'activité annuels ont été fournis à l'assemblée par l'ensemble des commissions des COE. Plus particulièrement, [le projet GAMES](#), coordonné par le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, a été mentionné par Annamarie Phelps, présidente de la commission sur l'égalité des genres, de la diversité et de l'inclusion (GEDI) comme un exemple de bonne pratique pour améliorer l'accès des femmes aux postes de direction dans les organisations sportives. Berit Kjoll, présidente de la commission Durabilité et société active, a vivement appelé les représentants du sport européen à « prendre les devants » en matière d'action climatique et à « faire partie de la solution ». Les COE travaillent actuellement sur un programme de développement durable, qui sera discuté avec l'ensemble des CNO lors du séminaire des COE en 2024. Assumant la responsabilité de guider les CNO dans leur transition vers la durabilité, le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE a également été félicité par la Solidarité Olympique du CIO pour son [projet OCEAN](#), qui implique 18 CNO dans un programme de formation visant à mesurer et à réduire leur empreinte carbone. Les activités et services du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE offerts aux CNO européens et aux fédérations partenaires dans les domaines du financement et de l'élaboration des politiques de l'UE ont été présentés et complétés par plusieurs intervenants. Le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE a donné aux participants l'occasion d'en apprendre davantage sur le financement de l'UE pour le sport et sur les projets en cours lors d'un échange pendant la pause-café, et a présenté à l'Assemblée générale ses principales réalisations au cours de l'année 2022-2023, notamment :

- Projets européens : candidatures aux projets réussies du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE (SIGGS 3.0, un nouvel outil d'auto-évaluation pour la bonne gouvernance), de ses partenaires et des organisations auxquelles il a apporté son soutien : Jeux Européens Cracovie-Malopolska, FOJE Maribor, 5 CNO européens, FIBA et ENGSO



- Financements européens pour le sport : de nombreux webinaires sur les financements de l'UE et une formation interne à la rédaction de propositions de projets, dispensés à 14 représentants de 11 CN
- Politique sportive de l'UE : plusieurs tables rondes thématiques, notamment sur la participation des athlètes russes et biélorusses aux manifestations sportives internationales ainsi que sur l'égalité des genres entre les femmes et les hommes.

La 52ème Assemblée générale a été une excellente occasion pour le Bureau de représentation des COE auprès de l'UE d'entrer en contact avec les Comités Nationaux Olympiques européens et de les encourager à participer activement au financement et à l'élaboration des politiques de l'UE.

La prochaine Assemblée générale aura lieu à Bucarest, les 6 et 7 juin 2024.



Co-funded by
the European Union

PLUS D'INFORMATIONS

[Article de presse des COE](#)

Projet OCEAN : le Module 2 se termine

Le projet OCEAN continue d'avancer, avec son 2ème module visant à former les « Climate Action Officers ». Pendant quatre semaines consécutives, ces responsables de l'action climatique dans chaque CNO partenaire ont eu l'occasion de recevoir des conseils en matière de leadership et durabilité de la part d'experts de [Climate Executive Coaching](#) ainsi que d'invités exceptionnels. OCEAN a eu l'honneur d'accueillir Nigel Topping, champion de haut niveau des Nations Unies sur le changement climatique, Julie Duffus, responsable du développement durable au CIO, et Jon Wyatt, directeur du sport et du développement durable de la Fédération internationale de hockey (FIH). À la fin de la formation, chaque responsable de l'action climatique a une meilleure idée de ce à quoi devrait ressembler sa stratégie de développement durable pour ensuite la mettre en œuvre dans son CNO respectif.

Lors de la première session du module, les responsables de l'action pour le climat ont partagé leurs visions concernant l'avenir environnemental de leur CNO ainsi que les défis posés par le changement climatique. Les coaches ont présenté la « chaîne de valeur du leadership » afin d'identifier les options disponibles pour une gouvernance plus durable dans le sport. Une « approche de coaching » comprenant des compétences en leadership a été présentée aux responsables de l'action climatique comme stratégie de gouvernance prenant des mesures climatiques dans les instances dirigeantes du sport.



Au cours de la deuxième session du module, OCEAN a reçu Jon Wyatt, directeur du sport et de la durabilité de la Fédération internationale de hockey (FIH), qui a apporté son expertise en matière de management et a souligné l'importance d'une communication efficace entre les différents niveaux des organisations sportives, en particulier entre les athlètes et les conseils d'administration.

De plus, les responsables de l'action climatique ont été introduits, par le biais de sessions pratiques, aux différents types de personnalité et à l'utilisation des outils de communication propres à chacun.

La troisième session visait à fournir aux responsables de l'action climatique des conseils pour introduire une culture du changement vers un sport plus vert.



OCEAN a eu l'honneur de recevoir Nigel Topping, champion de haut niveau des Nations Unies sur le changement climatique, qui a souligné l'importance d'une narration positive et d'un alignement des intérêts entre les différentes parties prenantes lorsqu'il s'agit d'aborder la stratégie de durabilité dans le sport.

Lors de la quatrième et dernière session, les responsables de l'action pour le climat ont eu l'occasion d'échanger avec Julie Duffus, responsable du développement durable au CIO, qui a présenté les aspects commerciaux de la durabilité dans le sport, aux côtés de Manuel Parga, CNO espagnol, et des experts de Climate Executive Coaching. De plus, les responsables de l'action climatique ont découvert l'impact positif que l'investissement dans la durabilité peut avoir sur les instances dirigeantes du sport et la diversité des possibilités de durabilité qu'offre le sport. Enfin, les responsables de l'action climatique ont pu réfléchir aux moyens de s'engager avec les différentes parties prenantes de l'écosystème, car la coopération en matière de plaidoyer climatique est fondamentale.

Le projet OCEAN remercie Climate Executive Coaching pour son intervention dans ce second Module, dont les experts coacheront individuellement les responsables de l'action climatique dans les semaines à venir. Leur parcours tout au long du projet OCEAN se poursuivra avec le lancement du module 3 en mars 2023, où le consortium se réunira à Lausanne au siège du CIO et de l'ACNO. Parallèlement, le deuxième séminaire sur la mesure de l'empreinte carbone aura lieu en décembre avec l'Institut Öko.



Co-funded by
the European Union

PLUS D'INFORMATIONS

[Climate Executive Coaching](#)

[Projet OCEAN](#)



ÉVÈNEMENTS À VENIR

14 - 15 novembre 2023

Réunion transnationale du projet GAMES (Prague)

23 - 24 novembre 2023

Réunion du Conseil Education, Jeunesse, Culture et Sports (Bruxelles)

29 - 30 novembre 2023

Réunion des partenaires du bureau de représentation des COE auprès de l'UE (Bruxelles)



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office